

PACJA et la justice climatique : Quels enjeux pour l'Afrique ?

Le changement climatique constitue l'un des défis les plus pressants de notre époque, affectant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. L'Afrique, qui n'est responsable que d'environ 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, est particulièrement vulnérable et sévèrement touchée par les effets du changement climatique, tandis que les États les plus pollués peinent à honorer leurs engagements de réduire les émissions et de financer l'adaptation des pays en développement.



Des jeunes donnent de la voix

Dès lors, des mouvements se créent et des voix s'élèvent pour appeler à la justice climatique, s'assurant que les politiques

climatiques prennent en compte les besoins des communautés les plus affectées, tout en garantissant une transition équitable et durable vers des économies résilientes et à faibles émissions.

Changement climatique : les fondements d'une justice climatique pour l'Afrique

L'Afrique, bien que responsable d'une infime fraction des émissions mondiales de gaz à effet de serre, subit de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique, avec des effets dévastateurs sur les écosystèmes, les ressources en eau et l'agriculture, pilier de nombreuses économies locales. « Nous exigeons la justice climatique, car ce sont toujours les plus pauvres qui souffrent le plus », déclarait Lerato Margèle, activiste sud-africaine et responsable de EARTH LIFE AFRICA, au micro de France 24.

Le PNUD soutient que les impacts de la crise climatique sont plus graves pour les populations vulnérables qui ont des moyens limités pour s'adapter aux impacts du changement climatique. L'organe onusien précise qu'entre 2010 et 2020, la mortalité humaine due aux inondations, aux sécheresses et aux ouragans était 15 fois plus élevée dans les régions très vulnérables par rapport aux régions peu vulnérables. Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, a signalé que le changement climatique se fait sentir ici et maintenant sur la santé des Africains dans la Corne de l'Afrique, précisant que l'échec de quatre saisons des pluies consécutives a desséché la terre et poussé les populations à quitter leurs maisons en quête de nourriture et d'eau. « Il y a au quotidien en Afrique des familles qui se déplacent, des familles qui souffrent de la famine, des conflits qui émanent des luttes pour les ressources, qui deviennent de plus en plus rares », a déploré Augustine Njamshi, Président des affaires techniques et politiques de l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA), lors de la COP 23 en 2017 à Bonn, en Allemagne.



Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA

Lors d'un atelier préparatoire de la COP 28, le Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA, a déclaré que la COP se déroule sur fond de graves préoccupations. « Alors que j'arrivais, 70 personnes sont mortes et des milliers ont été déplacées au Kenya à cause des inondations », a-t-il déploré. L'Afrique subsaharienne, qui regroupe plus de 80 % des pays du continent, majoritairement pauvres, est sévèrement impactée par les effets du changement climatique. « L'Afrique subsaharienne est exposée à une gamme de risques climatiques graves qui pourraient avoir de profondes répercussions sur l'avenir des sociétés », a déclaré le Réseau Climat & Développement, une organisation francophone regroupant 60 ONG de terrain et de plaidoyer dans plusieurs pays d'Afrique et en France.

Dans une interview accordée à Mariama Diallo par Open Society Foundations en 2019, la militante sénégalaise pour la justice climatique souligne qu'au Sénégal, où l'économie est largement tributaire de l'environnement, le changement climatique finit par exacerber la pauvreté, renforce les inégalités en favorisant les conflits patrimoniaux, l'exode rural et

l'immigration clandestine. « J'ai décidé de m'impliquer parce que je crois que le changement climatique met en danger le développement économique et humain de l'Afrique. Et également parce que je crains que si les pays africains ne participent pas à l'élaboration des politiques mondiales de lutte contre le changement climatique, ils risquent de devenir des "outsiders", ceux qui ne contrôlent pas vraiment leur propre économie, ni même l'accès de leurs propres populations à la nourriture », a-t-elle justifié.

Selon l'OIF, les pays francophones d'Afrique sont victimes d'une double injustice au sein des instances de négociation climatique. D'une part, explique l'Organisation Internationale de la Francophonie, ils se trouvent sur le continent le plus vulnérable au changement climatique, qui contribue pourtant le plus faiblement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit moins de 4 %. D'autre part, ajoute-t-elle, ces pays essentiellement situés dans les régions du Sahel sont confrontés à une barrière linguistique dans leurs processus nationaux de mobilisation de la finance climatique. Autant de défis qui fondent les actions de lutte contre le changement climatique à travers le continent et qui exigent de la part des gouvernements et surtout des organisations de la société civile africaine dont PACJA, à œuvrer pour une justice climatique en Afrique.

Engagement en faveur de la justice climatique pour l'Afrique : PACJA, un modèle inspirant

Fondé en 2008, PACJA est une coalition continentale d'organisations de la société civile africaine, réunie dans le but commun de promouvoir et de défendre un développement respectueux du climat et équitable. Conformément à sa vision, PACJA mobilise et responsabilise la société civile africaine, afin de garantir la mise en place d'une justice environnementale et climatique pour tous les peuples d'Afrique. En témoignent les nombreux ateliers d'échanges et de formations des jeunes sur les enjeux de la justice

climatique organisés à travers le continent. En 2023, par exemple, de nombreux jeunes activistes climat ont vu leurs capacités renforcées lors de l'université d'été de Nairobi, organisée par PACJA en collaboration avec l'université Kenyatta du Kenya.



Des participants à l'université d'été organisée par PACJA

Photo : AgriDigitale

« Cette école d'été est conçue pour offrir une opportunité aux étudiants activistes universitaires, à la jeune génération de défenseurs de la justice climatique ainsi qu'aux praticiens du Sud et du Nord », a déclaré Fidèle Niyigaba, Chargé de communication et de la gestion des connaissances du PACJA. Lors d'un atelier préparatoire de la COP 28, les membres issus des organisations de la société civile africaine regroupées sous le PACJA se sont réunis à Dubaï pour évaluer les défis et les progrès réalisés depuis la précédente COP 27. Cet atelier a permis de valider la position commune de la COP 28 pour l'Afrique et d'appeler les parties à transcender leurs engagements et à tenir la promesse sur les actions nécessaires pour faire face à la crise climatique. S'exprimant lors de la séance d'ouverture, le Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA, a rappelé que la COP 28 se déroule dans un contexte d'impact sans précédent de changement climatique qui affecte les communautés des pays en développement, notamment en Afrique. « Lorsque nous nous demandons où se trouve l'argent

important engagé et déclaré dans les COP, et qui n'est jamais vu par les petites agricultrices, les éleveurs et les populations autochtones de nos pays et communautés, cela nous donne une réponse : cet argent reste dans les papiers ; et rien n'indique que nous y parviendrons un jour à moins de repenser ce processus multilatéral », a déclaré le Dr Mithika Mwenda.

Dans son communiqué de presse appelant à une action audacieuse lors de la COP 28, et alors que des inquiétudes s'exprimaient sur la crédibilité de la conférence, PACJA a appelé à une augmentation significative du financement climatique en Afrique, mettant l'accent sur l'adaptation. « Nous insistons sur la nécessité de créer un organisme plus neutre et responsable, proche des communautés confrontées aux aléas des catastrophes déclenchées par le climat, pour superviser le Fonds des pertes et dommages, garantissant ainsi une compensation juste et équitable aux nations touchées », a martelé l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique.

Dans les combats pour obtenir la justice climatique, l'association CARE fait observer que les États sont loin de respecter leurs promesses climatiques, citant l'exemple de la France, déjà condamnée deux fois par la justice pour inaction en novembre 2020 et octobre 2021. Mais PACJA se dit déterminée à favoriser une réponse mondiale juste et équitable à la crise climatique, et avait appelé toutes les parties à la COP 28 à donner la priorité aux besoins des personnes vulnérables, non seulement en Afrique mais dans le monde, à démontrer un véritable engagement en faveur de la justice climatique et à travailler en collaboration pour garantir un avenir durable pour tous.

Par ailleurs, l'engagement de PACJA est une source de motivation pour de nombreux jeunes et organisations de la société civile africaine, qui ne cessent de multiplier les initiatives pour mobiliser les jeunes et faire entendre leur voix et celle de leurs communautés. Au Bénin, par exemple, des

organisations comme l'ONG Save Our Planet, à travers sa Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité, mobilisent des jeunes et des femmes ainsi que des dirigeants politiques pour débattre des impacts du changement climatique et plaider pour la prise en compte des besoins d'adaptation des communautés vulnérables dans les politiques de développement.

Pour le PNUD, la voix des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des groupes marginalisés fait partie intégrante de l'avenir de notre planète, et il est essentiel qu'ils aient accès à des plateformes où ils peuvent participer aux prises de décisions et à la mise en œuvre de politiques et de plans. Pour amplifier la voix des femmes au Burkina Faso, l'ONG « Voix de femmes » a convié en décembre 2023 les journalistes et communicateurs à un déjeuner de presse dont l'objectif était d'inciter les hommes de médias à la diffusion des récits africains sur la justice climatique, collectés par l'ONG « Voix de femmes » dans le cadre du projet African Activists for Climate Justice.

Ces récits projetés aux hommes de médias abordent, selon Info Nature qui a relayé l'information, des problèmes de tarissement des cours d'eau, l'ensablement, les vents violents, les pluies diluviennes, les faibles rendements agricoles et l'accaparement des terres agricoles. « Aujourd'hui, il est temps d'écouter l'Afrique et d'adopter les solutions qui viennent des Africains », a lancé Djiby Niang, Directeur exécutif de l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement Sénégal, au micro de Média 1 TV. Aussi des marches pour la justice climatique sont-elles organisées par les sections de PACJA dans de nombreux pays africains, où les jeunes ne manquent pas de donner de la voix, pour appeler les gouvernements, les entreprises et la communauté internationale à prendre leurs responsabilités face à la crise et à l'injustice climatique que subit l'Afrique.



*Marche des jeunes pour la justice climatique /PACJA-Togo
Photo : AgriDigitale*

Selon l'association CARE, les entreprises doivent changer radicalement leurs modes de production pour protéger les ressources naturelles et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. « Nous appelons les pays développés qui promettent des fonds climat dans le souci de réduire les impacts sur les populations de tenir leur promesse », a lancé Abourazakou Memen, Coordonnateur national PACJA-Togo. À en croire le PNUD, les voix et les demandes des communautés et des groupes vulnérables sont de plus en plus prises en compte à l'agenda international. « Depuis fin 2021, plus de 12 pays et l'Union européenne se sont engagés à apporter un appui financier aux pays du Sud les plus durement touchés », s'en réjouit l'association CARE.

Ainsi, la lutte pour la justice climatique en Afrique prend une dimension importante surtout avec l'engagement de PACJA. Face aux vulnérabilités exacerbées par le changement climatique, les enjeux pour l'Afrique sont multiples et urgents, appelant à garantir une réduction des émissions de gaz à effet de serre tout en assurant un développement économique équitable et durable, et à renforcer la résilience des communautés les plus touchées par les effets du changement climatique.

PACJA joue un rôle crucial en plaidant pour des politiques inclusives et justes, en promouvant des actions locales et en amplifiant la voix des communautés africaines dans les négociations internationales. La jeunesse africaine et les organisations de jeunes jouent également un rôle majeur dans la lutte contre l'injustice climatique en Afrique. La réalisation de la justice climatique nécessite une intensification et une harmonisation des efforts locaux, nationaux et internationaux pour créer un avenir durable et équitable pour tous.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Accès à l'eau potable au Bénin: les faux pas de la SONEB qui retardent l'atteinte de l'ODD 6

Depuis 1960, qu'elle a été créée dans le but de fournir de l'eau potable à la population béninoise, la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) rencontre de nombreux problèmes qui entravent sa mission et la qualité des services qu'elle fournit. Malgré ses efforts pour améliorer la situation, de nombreuses zones rurales et urbaines continuent par exemple de souffrir d'un manque d'eau potable. Avec ses infrastructures souvent vétustes et mal entretenues, elle peine à répondre promptement aux alertes de dépannage.



A Abomey-Calavi, la cité-dortoir au sud Bénin, il fera bientôt deux mois que l'eau potable de la SONEB coule à flots dans la nature après une défaillance du matériel dans une maison avant le restaurant Grand Café en venant de Cotonou. Les multiples démarches engagées à l'endroit de la Société Nationale des Eaux du Bénin, service de Calavi pour résoudre la situation sont restées stériles. La réponse qui a été servie témoigne du manque de professionnalisme longtemps décrié au sujet de cette société nationale.

Les agents rencontrés avouent n'avoir pas les matériels nécessaires pour résoudre le problème. Un fait qui suscite bien des questionnements que seules les autorités du secteur peuvent apporter des réponses adéquates. Ces agents ont préféré utiliser du caoutchouc pour arrêter sans y arriver, la fuite des eaux du tuyau. Un vrai gâchis aux yeux des riverains alors que dans d'autres contrées du Bénin, des populations doivent courir d'après l'eau potable, et même d'après l'eau souillée stagnante dans des creux de terre aux allures minières.

C'est le cas des populations de Sakabansi dans la commune de Nikki où dans [une vidéo publiée sur le réseau social Facebook](#), on peut voir des populations, malgré elles, à la recherche de

l'eau malpropre. Au Bénin, les problèmes liés à la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité ne se posent pas qu'en milieu rural.





À Sèmè-Kpodji en février 2023, il y a eu fréquemment des ruptures d'eau potable. Cette commune, pas les moindres au Bénin en termes d'industrie est régulièrement privée d'eau par

la SONEB. Une triste réalité qui perdure depuis des années. La SONEB s'est toujours montrée incapable même avec un petit message de communiquer avant, pendant et après sur les causes de telles coupures intempestives.

Eau potable ! Absente !

En mars 2023, c'était le comble au niveau des consommateurs de la SONEB. Pendant que le ministre, le Directeur Général et certains cadres du secteur de l'eau étaient présents à la Conférence des Nations Unies sur l'eau à New York, aux États-Unis, l'eau par contre était absente dans les robinets de certaines populations du Bénin.

C'est le cas dans les résidences universitaires, à l'Université d'Abomey-Calavi où l'eau n'était pas présente. Comme à l'accoutumée, aucune note de la SONEB n'a annoncé une absence d'eau.

Le 23 mars, Christ Boris M. dénonçait une privation d'eau potable au lendemain de la célébration de la journée mondiale de l'eau. À Cotonou, à Calavi en passant par Dassa Zoumè, Parakou et Djougou, le mois de mars a été profondément perturbé dans la fourniture d'eau potable aux populations.

Ni la célébration de la journée mondiale de l'eau, ni la participation du Bénin à une grande rencontre internationale sur l'eau n'ont motivé les agents de la SONEB à fournir de l'eau en quantité et en qualité aux populations.



Selon des consommateurs que nous avons interviewés, la SONEB est l'une des sociétés Nationales entièrement à part au Bénin. *« Quand on leur doit des factures, leurs services coupures connaissent bien nos adresses et viennent nous couper. Mais*

pas, quand il faut faire diligence pour dépanner » explique Marc K. Des faits pour lesquels la SONEB commence à gagner des trophées du bon mauvais élève.

Selon le Rapport Statistiques et Investigations du mois de février 2023 de l'Association Béninoise Eau et Énergies- ABEE, les statistiques ne sont pas favorables à la SONEB en matière de communication et de fourniture d'eau potable. Le rapport signale le silence coupable des diverses autorités sur la question des coupures d'eau, de compteurs volés et de mauvaise qualité de l'eau à des endroits donnés.

Du professionnalisme du personnel à la qualité des services proposés, il ressort que la SONEB est loin de satisfaire les engagements en matière d'atteinte de l'objectif 6 du développement durable. Alors pour résoudre ces problèmes, la SONEB doit améliorer la qualité de ses infrastructures et former ses employés pour améliorer la qualité des services fournis. Elle doit également garantir que l'eau potable soit accessible à tous conformément aux engagements pris par le gouvernement béninois à l'issue des grandes rencontres internationales auxquelles les cadres du secteur se pressent toujours à se présenter.

Megan Valère SOSSOU